



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant prescriptions pour l'exploitation d'une machine de production d'électricité utilisant
l'énergie mécanique du vent sur la commune de Courcôme**

Extension du parc éolien terrestre de Courcôme, « Centrale éolienne Les Croilières »

(N°AIOT : 0100057082)

**Le préfet de la Charente
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code de l'énergie ;
- Vu** le code de l'urbanisme
- Vu** le code forestier ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le code de la défense ;
- Vu** le code des transports ;
- Vu** le code du patrimoine ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** le décret n° 2016-687 du 27 mai 2016 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 qui fixe la liste des 18 espèces d'oiseaux protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;
- Vu** l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** le plan national d'actions conduit en faveur des Chiroptères sur la période 2016-2025 d'une part, et le classement en liste rouge des espèces menacées à l'échelle nationale d'autre part ;
- Vu** le plan régional d'actions conduit en faveur des Chiroptères sur la période 2018-2025 d'une part, et le classement en liste rouge des espèces menacées à l'échelle régionale d'autre part ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 relatif aux règles d'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par rapport aux enjeux de sécurité aéronautique ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévu par l'article R. 323-30 du code de l'énergie ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne, et notamment son annexe II ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommé « dépôt légal de données de biodiversité » ;
- Vu** le décret du 20 décembre 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente, sous-préfet de l'arrondissement d'Angoulême ;
- Vu** le décret du 3 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Jérôme HARNOIS, préfet de la Charente ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 mars 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Nouvelle-Aquitaine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente et sous-préfet d'arrondissement de Confolens par intérim ;
- Vu** le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres approuvé par décision du ministre chargé de l'environnement en date du 5 avril 2018 ;
- Vu** l'avis du Conseil d'État, Section, du 9 décembre 2022, n° 463563, portant sur les critères devant prévaloir pour déterminer la nécessité de dépôt d'une demande de dérogation à l'interdiction stricte d'atteinte aux espèces protégées ;
- Vu** la carte communale de la commune de Courcôme approuvée le 19 janvier 2019 ;
- Vu** la demande en date du 4 février 2021 présentée par la société Centrale éolienne Les Croilières dont le siège social est situé 4 rue Euler 75 008 Paris (SIRET : 798 035 895 00027) en vue d'obtenir l'autorisation environnementale de créer et d'exploiter une installation de production d'électricité consistant en l'implantation d'une éolienne en extension du parc éolien autorisé de Courcôme, sur le même territoire de la commune de Courcôme à partir de l'énergie mécanique du vent avec un aérogénérateur d'une puissance maximale de 4,8 MW ;

- Vu** le changement d'adresse de la société la centrale éolienne Les Croilières, dont le siège social est désormais situé 22 rue Bayard 75 008 Paris (SIRET 798 035 895 00027) ;
- Vu** les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis favorable de la direction générale de l'aviation civile en date du 22 mars 2021 ;
- Vu** l'avis favorable de la direction de la sécurité aéronautique d'État en date du 6 avril 2021 ;
- Vu** l'absence d'avis de l'autorité environnementale ;
- Vu** la décision en date du 7 juin 2021 de la présidente du tribunal administratif de Poitiers, portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 26 octobre au 26 novembre 2021 sur le territoire des communes de Courcôme, Barro, Bernac, Bessé, Charmé, Condac, La Chèvrerie, La Faye, Raix, Ruffec, Saint-Martin-du-Clocher, Salles-de-Villefagnan, Verteuil-sur-Charente, Villefagnan, Villiers-le-Roux, dans le département de la Charente ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes fixées par l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique entre le 11 octobre 2021 et le 29 novembre 2021 ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture effectué le 4 octobre 2021 ;
- Vu** les publications en date des 8 octobre 2021 et 28 octobre 2021 de l'avis d'ouverture d'enquête publique dans 2 journaux locaux ;
- Vu** les avis défavorables émis par les communes de Bernac, Saint-Martin du Clocher, Verteuil-sur-Charente, Charmé, Condac, Raix, la communauté de communes Val de Charente ;
- Vu** l'avis favorable émis par la seule commune de Bessé ;
- Vu** l'absence d'avis des communes de Barro, La Chèvrerie, Ruffec, Salles de Villefagnan, Villefagnan, Villiers-le-Roux ;
- Vu** l'avis défavorable émis hors délai de la commune de Courcôme, site d'implantation du projet ;
- Vu** le registre d'enquête, le rapport, intégrant les réponses du pétitionnaire aux observations, et l'avis défavorable du commissaire-enquêteur en date du 16 décembre 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2022 portant prorogation du délai pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société Centrale éolienne Les Croilières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 10 juin 2022, portant refus d'autorisation du projet ;
- Vu** l'arrêt de la cour administrative d'appel n°22BX02199 en date du 19 mars 2024, portant annulation de l'arrêté préfectoral de refus, délivrant la-dite autorisation et enjoignant, pour le mois de juillet 2024, le préfet à fixer les prescriptions susceptibles d'encadrer celle-ci ;
- Vu** les observations sur le projet d'arrêté présentées par le pétitionnaire en date du 28 février et du 4 mars 2025, à la suite de la transmission du projet d'arrêté le 10 février 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la demande susvisée de 2021 présentée pour l'implantation de la Centrale éolienne Les Croilières, consistant en l'implantation d'un aérogénérateur en extension du parc éolien de Courcôme, implanté sur la commune de Courcôme ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le droit des sols en vigueur ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans les prescriptions qui fixent les mesures à la charge du pétitionnaire destinées à éviter, réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

CONSIDÉRANT que les conditions de conception et d'exploitation de l'installation définies dans le dossier de demande susvisé intègrent notamment l'éloignement du parc éolien par rapport aux habitations, des systèmes de prévention et de détection d'événements précurseurs d'accidents et un programme de maintenance, permettant de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire prévoit un plan de bridage et d'arrêt de l'aérogénérateur à certaines plages de vent et à certaines périodes de l'année, qui est de nature à prévenir les nuisances sonores ;

CONSIDÉRANT qu'en matière d'impact visuel nocturne, des techniques sont disponibles pour réduire efficacement la gêne provoquée par les flashes lumineux de sécurité aéronautique des éoliennes (synchronisation, intensités lumineuses différenciées selon l'orientation par rapport à l'horizontale) ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en place un éclairage nocturne très faible (32 Cd) sous l'horizon des nacelles, au lieu de l'intensité lumineuse standard (2 000 Cd), afin de limiter la pollution lumineuse et l'impact en résultant sur la biodiversité, sans toutefois compromettre les objectifs de sécurité publique et de défense nationale ainsi que de sûreté des installations et ouvrages sensibles, conformément au principe défini à l'article L. 583-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation s'insère à proximité de parcs éoliens existants et/ou autorisés, s'agissant du parc éolien Éoliennes Courcôme, composé de 5 éoliennes, exploité par la société elle-même et mis en service le 1^{er} août 2021, dont elle constitue une extension du projet par le même porteur de projet, et ne contribue ainsi que modérément au risque de saturation visuelle ;

CONSIDÉRANT qu'en adossant son projet au parc éolien existant de Courcôme, le pétitionnaire limite l'effet de mitage du territoire national, par rapport à une implantation dans un secteur non doté de parcs éoliens ;

CONSIDÉRANT que, à une échelle macroscopique, l'implantation de l'aérogénérateur adossé à un parc éolien existant (parc éolien de Courcôme), limite l'effet cumulé d'encercllement des bourgs et hameaux, par rapport à une implantation qui en serait éloignée de quelques kilomètres ;

CONSIDÉRANT que l'impact acoustique des parcs éoliens peut être maîtrisé, par exemple par des serrations sur le bord de fuite des pales ou par des modes de fonctionnement bridés proposés par les constructeurs d'éoliennes ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en œuvre toute mesure de prévention de la pollution de l'eau et des sols lors des travaux de construction et de démantèlement de l'aérogénérateur ;

CONSIDÉRANT que les mesures matérielles et organisationnelles sur lesquelles la société Centrale éolienne Les Croilières s'est engagée pour préserver les eaux de surface et souterraines d'une pollution générée par l'installation, en phase de chantier et d'exploitation de l'aérogénérateur sont proportionnées aux enjeux ;

CONSIDÉRANT que les prospections naturalistes et l'analyse du peuplement de chiroptères sur le site montrent que plusieurs espèces sensibles à l'éolien sont présentes au voisinage de la zone d'implantation. Sept des espèces les plus touchées en Europe et ayant les notes de risque de

mortalité les plus élevées sont présentes et volent sur le secteur d'implantation des éoliennes : la Noctule commune, la Pipistrelle de Nathusius, la Pipistrelle commune, la Noctule de Leisler, la Sérotine commune, le Minioptère de Schreibers, la Pipistrelle de Kuhl et potentiellement la Pipistrelle pygmée et le Murin de Bechstein ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de ces risques, le pétitionnaire a défini un bridage chiroptérologique spécifique pour réduire le risque de mortalité en phase d'exploitation des espèces fréquentant le site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit de réaliser un suivi de l'activité pendant toute la période d'activité des chiroptères à hauteur de nacelle sur cette éolienne ;

CONSIDÉRANT que la zone d'implantation du projet se situe en bordure du couloir principal de migration de la Grue Cendrée avec des passages importants – Au cours des inventaires 3 140 individus ont été observés au-dessus de la zone d'étude, laquelle se situe dans la zone d'observation régulière de l'espèce ;

CONSIDÉRANT qu'à cet égard l'exploitant prévoit en conséquence un suivi comportemental de l'impact du parc sur l'abondance des effectifs, la répartition spatiale et le comportement des Grues en migration ;

CONSIDÉRANT que l'implantation retenue pour le présent projet « Centrale éolienne des Croilières », de par sa proximité des éoliennes existantes du parc de Courcôme, dont elle constitue *de facto* une extension, vient renforcer sensiblement l'effet barrière au couloir de migration du parc éolien de Courcôme ;

CONSIDÉRANT le risque accru de collision en situation de brouillard lors de la migration des grues et de ce fait, la nécessité d'équiper l'aérogénérateur d'un visibilimètre ;

CONSIDÉRANT que les différentes mesures de suivi comportemental des oiseaux et chiroptères permettront en outre d'avoir une meilleure connaissance de ces espèces sur ce site, et d'adapter, si nécessaire le fonctionnement de l'éolienne, même si des mesures d'arrêt sous certaines conditions, sont d'ores et déjà proposées dès mise en service ;

CONSIDÉRANT que les éléments recueillis dans le cadre du suivi de mortalité permettront le cas échéant de mettre en place, sur l'aérogénérateur, un système de détection, de régulation ou d'arrêt machine efficace visant à réduire les risques de collision pour ces espèces protégées à enjeux locaux élevés ;

CONSIDÉRANT que certains travaux agricoles, en particulier, fauche, labour, moisson, sont attractifs pour une partie de l'avifaune, notamment les rapaces, et présentent un risque de mortalité de l'avifaune prédatrice sur les parcs éoliens dépourvus de bridage en période d'activité agricole ;

CONSIDÉRANT que le porteur de projet prévoit un bridage de l'aérogénérateur lors de tels travaux agricoles ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'échelon national et les mesures annoncées par le porteur de projet, renforcées par les mesures du présent arrêté, notamment en matière d'interdiction de travaux en période de reproduction de la faune, de bridages de protection des chauves-souris et de protection des rapaces, de suivis d'activité et de mortalité, concourent efficacement à la maîtrise des impacts du projet ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet d'implantation de l'unique aérogénérateur du projet, situé à 750 m du parc éolien de Courcôme, composé de 5 éoliennes, pour lequel l'exploitant a obtenu l'autorisation par arrêté préfectoral en date du 5 février 2016, constitue une extension de celui-ci et que des risques d'effets cumulés en découlent ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement,

des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par l'installation ;

CONSIDÉRANT que la zone de protection spéciale voisine « Plaine de Villefagnan » constitue une zone d'accueil favorable d'une part à des espèces de rapaces protégés, sensibles aux risques de collisions, tels les busards, le Milan noir, le Milan royal, la Bondrée apivore, et d'autre part à des espèces nicheuses (Outarde canepetière, Oedicnème criard, Busard cendré, Busard Saint-Martin, etc.) ;

CONSIDÉRANT que les diverses études d'impact écologique et d'incidence Natura 2000 du dossier font mention que de nombreuses espèces sont susceptibles de survoler le secteur d'étude, voire d'y stationner en période de migration et d'hivernage, tels que le Circaète Jean-le-Blanc, la Cigogne noire, des Ardéidés ;

CONSIDÉRANT que le projet ne prévoit pas de mesures de bridage de la machine, ni de système de détection automatisés pour prévenir le risque de collision d'espèces cibles d'oiseaux avec les éoliennes lors des pics migratoires ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire conclut néanmoins à un risque d'atteinte aux espèces protégées insuffisamment caractérisé et n'a donc pas déposé de demande de dérogation à l'interdiction stricte d'atteinte aux espèces protégées, ce qui correspond aux termes de l'avis du 9 décembre 2022 susvisé du Conseil d'État sur ce sujet ;

CONSIDÉRANT que les éléments recueillis dans le cadre du suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères permettront d'apprécier si le niveau d'impact résiduel sur les oiseaux et les chauve-souris, estimé « faible à modéré » dans le dossier du pétitionnaire, est vérifié en cours d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que l'analyse du suivi de mortalité permettra de juger de la nécessité et de la nature des mesures complémentaires à prendre afin de préserver les espèces protégées (oiseaux et chiroptères) ;

CONSIDÉRANT que pour plusieurs considérations l'avis défavorable du commissaire enquêteur sur la demande de 2021 susvisée ont conduit à refuser le projet par arrêté préfectoral du 10 juin 2022 susvisé ; les motifs étaient notamment les suivants :

- la population concernée s'est massivement exprimée contre le projet ;
- le projet apportera à la population du territoire plus de mal-être, de risque d'exposition au bruit, de sentiment de dégradation de l'environnement de proximité que de satisfaction ;
- le projet tel qu'il est construit laisse trop de doutes par rapport à sa capacité à garantir une bonne préservation de l'environnement naturel et la biodiversité ;

CONSIDÉRANT que l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux n° 22BX02199 en date du 19 mars 2024 susvisé, portant annulation de l'arrêté préfectoral de refus, délivrant ladite autorisation, a enjoint le préfet à fixer les prescriptions susceptibles d'encadrer celle-ci ;

CONSIDÉRANT au regard de ce qui précède que des prescriptions techniques pour encadrer l'exploitation de cette installation éolienne doivent être prises par voie d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

ARRÊTE

Titre I - Dispositions générales

Article 1 - Bénéficiaire de l'autorisation relative à la demande d'autorisation

environnementale

La société Centrale éolienne Les Croilières, ci-après dénommée « l'exploitant », enregistrée au répertoire national des entreprises et des établissements sous le numéro SIRET : 798 035 895 00027, et dont le siège social est situé au 22 rue Bayard 75 008 Paris, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 - Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation requise pour des installations classées pour la protection de l'environnement prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Article 3 - Liste des installations concernées

L'installation classée pour la protection de l'environnement concernée par l'autorisation environnementale objet du présent arrêté, à savoir un aérogénérateur, comporte aussi des équipements connexes à l'installation classée, notamment un réseau électrique enterré, des plates-formes de montage, des aires de stockage temporaire des pales, des pistes d'accès à aménager, des pistes d'accès à créer, un poste de livraison.

L'éolienne et le poste de livraison sont représentés sur l'extrait de plan figurant en annexe 1 au présent arrêté préfectoral. Le choix définitif du modèle d'aérogénérateur n'est pas défini dans le dossier mais celui-ci présente plusieurs modèles envisagés correspondant aux caractéristiques principales définies ci-après.

L'installation présente les caractéristiques principales suivantes :

| Installation | Altitude au sol (m) | Altitude au sommet (m) | Puissance maximale aérogénérateur |
|--------------|---------------------|------------------------|-----------------------------------|
| Éolienne | 124 | 300,5 à 304* | De 4,2 à 5,9 MW selon le choix* |

* : L'exploitant adresse à l'inspection, les caractéristiques de l'éolienne mise en place et tient à la disposition de l'inspection, les éléments justifiant du respect des exigences réglementaires édictées dans le présent arrêté.

L'installation est située sur la commune de Courcôme, parcelles et lieux-dits suivants :

| Installation | Coordonnées géographiques Lambert 93 – RGF 93 | | Coordonnées WGS 84 | | Références cadastrales |
|--------------|---|---------|--------------------|-----------------|------------------------|
| | X (m) | Y (m) | Latitude | Longitude | |
| Éolienne | 480280 | 6549227 | N 46°025,98'' | E 000°9'35,99'' | YB 23 |
| PDL | 480141 | 6549127 | N 46°022,58'' | E 000°9'29,69'' | YB 23 |

Article 4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation susvisée. Un rappel des principales mesures de protection de l'environnement, récapitulatif extrait de l'étude d'impact, figure en annexe 2 au présent arrêté.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Dans le mois qui suit l'implantation de l'éolienne, l'exploitant s'assure, par un relevé des coordonnées géographiques et altimétriques, de la conformité de l'implantation du mât et de la hauteur maximale en bout de pales. Il tient cette vérification à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'écart, il en informe sans délai les autorités compétentes intéressées.

Article 5 - Détermination par l'exploitant d'un référent

Dès la mise en service industrielle de l'aérogénérateur, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les coordonnées du responsable d'intervention au sens de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé. Ces coordonnées sont actualisées autant que nécessaire.

Le cas échéant, sur demande de l'inspection des installations classées, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible sur site à une date convenue avec l'inspection. En cas d'urgence, le responsable d'intervention doit pouvoir se rendre disponible dans un délai maximal de 3 jours ouvrés.

Article 6 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le registre de défaillances et de maintenance, notamment en ce qui concerne les plans de bridage ;
- les bordereaux de suivi des déchets et le registre des déchets sortants ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

Ces documents rédigés en français peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 ans au minimum.

Article 7 - Changement d'exploitant

Conformément aux articles R. 181-47 et R. 515-104 du code de l'environnement, en cas de changement d'exploitant du parc éolien :

- le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire ;
- cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois ;

- si le changement intervient après la mise en service industrielle de l'aérogénérateur, le nouvel exploitant joint à la déclaration prévue à l'article R. 181-47 du code de l'environnement, le document mentionné à l'article R. 515-102 de ce même code, attestant des garanties financières qu'il a constituées.

Article 8 - Caducité

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés aux articles R. 181-48 et R. 515-109 du code de l'environnement.

TITRE II – Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement (ICPE)

Article 9 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

L'installation, consistant en un unique aérogénérateur, relève du régime de l'autorisation prévu à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 :

| Rubrique | Désignation de l'installation | Caractéristiques | Régime |
|----------|--|---|--------|
| 2980-1 | Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m | — nombre d'aérogénérateurs : 1 — hauteur maximale en bout de pale : 180 m — Puissance maximale : 5,9 MW | A |

A : Autorisation

| Installation | Altitude au sol (m) | Altitude au sommet (m) | Implantation | Puissance maximale aérogénérateur |
|--------------|---------------------|------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| 1 éolienne | 124 | 300,5 à 304 | Parcelle n°23 Section YB | 5,9 MW |

Le choix définitif de modèle d'aérogénérateur n'est pas arrêté dans le dossier. 3 modèles ont été envisagés qui présentent les caractéristiques principales suivantes :

| Caractéristiques des modèles d'éoliennes envisagés | | | |
|--|---------|---------|---------|
| | V 150 | N 133 | E1 38 |
| Fabricant | Vestas | Nordex | Enercon |
| Puissance nominale | 4,20 MW | 4,80 MW | 4,20 MW |
| Hauteur de moyeu (en m) | 105 | 110 | 110,1 |
| Diamètre du rotor (en m) | 150 | 133 | 138 |

| | | | |
|---------------------------------------|-----|-------|-------|
| Hauteur en bout de pale (en m) | 180 | 176,5 | 179,3 |
| garde au sol minimale (en m) | 30 | 43,5 | 41 |

– 1 poste de livraison qui sera recouvert d'un bardage en bois s'accordant avec les boisements proches.

Article 10 - Garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les installations visées à l'article 9.

Article 10.1. Établissement des garanties financières

Conformément aux articles R. 515-101 à R. 515-103 du code de l'environnement, la mise en service des installations visées à l'article 9 est subordonnée à la constitution des garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant, les opérations de remise en état du site prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

Les documents attestant la constitution ou l'actualisation des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Conformément à l'article R. 515-102 du code de l'environnement, les conditions de transmission au préfet de l'attestation de constitution des garanties financières fixées au III de l'article R. 516-2 du même code s'appliquent. L'exploitant adresse, par ailleurs, une copie de l'attestation à l'inspection des installations classées.

Article 10.2. Montant des garanties financières

Selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, le montant initial des garanties financières à constituer s'élève à :

$$M = N \times Cu = 1 \times 145\,000 \text{ €} = 145\,000 \text{ €}$$

où N est le nombre d'unités de production d'énergie, c'est-à-dire d'aérogénérateurs (1 seul ici) et Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, correspondant aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

$$Cu = 75\,000 + 25\,000 \times (P - 2) = 75\,000 + 25\,000 \times (5,9 - 2) = 172\,500 \text{ €}$$

Où P la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW), soit 5,9 MW, puissance maximale prévue dans le cas présent.

Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle, puis tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, soit :

$$M_n = M \times \left(\frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_0} \times \frac{1 + \text{TVA}}{1 + \text{TVA}_0} \right)$$

où

M_n est le montant exigible à la date d'actualisation ;

M est le montant initial des garanties financières de l'installation ;

Index_n est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant des garanties financières ;

Index_0 est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014 ;

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation des garanties ;

TVA₀ est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2011, soit 19,60 % en France métropolitaine en 2021.

Pour l'année 2025, le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant s'élève donc à :
 $172\,500 \times ((130,2 / 102,1807) \times (1 + 20 \%) / (1 + 19,6 \%)) = 220\,537 \text{ €}$

Avec

- Indice TP01 de 130,2 pour le mois de novembre 2024, publié au Journal officiel du 16 janvier 2024 ;
- Taux de la TVA applicable aux travaux de construction en 2024 : 20 %.

Article 10.3. Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document justificatif dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 10.4. Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 10.5. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, à réception de l'attestation prévue par l'article R. 515-108.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.

Article 11 - Mesures liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux pour la biodiversité : chiroptères, avifaune, habitats, zones humides

Article 11.1. Protection des chiroptères et de l'avifaune

L'exploitant adapte les périodes de travaux de construction et de démantèlement de son aérogénérateur en fonction du calendrier des espèces de façon à ce que les travaux ne puissent pas être à l'origine d'impacts sur les chauves-souris et les oiseaux susceptibles de compromettre la santé et l'état de conservation de leurs populations.

L'exploitant utilise ses installations de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse pas être à l'origine d'impacts sur les chauves-souris et les oiseaux susceptibles de compromettre la santé et l'état de conservation de leurs populations.

Dans cet objectif, l'exploitant détermine, met en œuvre et adapte autant que de besoin un protocole d'arrêt conditionnel de son aérogénérateur. Ce protocole comprend a minima les dispositions détaillées aux articles 11.1.1 à 11.1.5 du présent arrêté.

L'exploitant inscrit les mesures de prévention de l'impact de son aérogénérateur sur l'avifaune et les chiroptères, ainsi que les suivis environnementaux et de mortalité, dans le contexte de la proximité immédiate de sa machine avec les autres éoliennes du parc de Courcôme,

l'aérogénérateur objet du présent arrêté en constituant une extension. Ces mesures de prévention sont adaptées selon le résultat de ces suivis.

Article 11.1.1. Mesures préventives pour les chiroptères

Article 11.1.1.1. Réduction des facteurs d'attractivité pour les chiroptères

Lors de la construction du poste de livraison, les lames du bardage seront verticales et à claire voie afin d'éviter l'installation de colonies de chiroptères attirées par le confinement.

Pendant l'exploitation de l'installation, tous les facteurs suivants, susceptibles d'attirer les chiroptères vers les aérogénérateurs, sont éliminés :

- l'aérogénérateur, et en particulier la nacelle, est conçue, construite et entretenue de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. L'aérogénérateur et ses abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité du mât ;
- il n'y a pas d'éclairage, sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité, et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et ne doit pas se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau ;
- l'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux sur la plateforme de l'éolienne sont à éviter.

Article 11.1.1.2. Mise en place d'un plan de bridage en faveur des chiroptères

Un plan de bridage "chiroptères" (arrêt conditionnel de l'éolienne), qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de l'aérogénérateur selon certains paramètres, est mis en œuvre dès la mise en service industrielle des installations.

Lorsque l'aérogénérateur est à l'arrêt, la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintient à l'arrêt dans toutes les conditions de vent (mise en drapeau des pales).

Au vu de l'analyse des sensibilités et de l'activité des chauves-souris, les conditions d'arrêt de l'éolienne sont définies en fonction des paramètres suivants :

- du 15 mars au 31 octobre inclus ;
- de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil ;
- pour des températures supérieures à 10 °C à hauteur de nacelle ;
- pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s à hauteur de nacelle.

À la mise en service de son installation, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement du plan de bridage "chiroptères" et en établit, après 3 mois cumulés de mise en œuvre au cours de la période 15 mars – 31 octobre, un rapport démontrant l'arrêt effectif de l'éolienne selon le paramétrage défini supra, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents et enregistrements justifiant la mise en œuvre du protocole de bridage « Chiroptère » tel que décrit ci-dessus, notamment : l'algorithme de programmation de l'automate où apparaissent les conditions de bridage ; l'historique de la comparaison entre « Paramètres » faisant l'objet d'un critère de bridage et « État » de l'éolienne (fonctionnement ou arrêt). À défaut de présentation de l'algorithme précité, l'exploitant doit être en mesure de présenter une attestation du constructeur de l'éolienne, sur laquelle figure l'ensemble des paramètres et critères de bridage.

Ces mesures sont couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température). La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage de la machine, doivent pouvoir être justifiés, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées. Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit doit faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en fonction des suivis de mortalité et d'activité des chiroptères, définis dans les paragraphes suivants.

Article 11.1.1.3. Défaillance des équipements qui participent à la chaîne de réalisation du plan de bridage « chiroptères »

L'exploitant formalise par écrit les consignes d'exploitation, de maintenance et d'actions à mettre en œuvre en cas de défaillance pour les équipements qui participent au plan de bridage « chiroptères ». Il établit une procédure détaillée de gestion des dysfonctionnements et la tient à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. Il dispose de 3 jours ouvrés à compter de la défaillance pour apporter une solution technique. Au-delà de ce délai, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt de 1 h avant le coucher du soleil à 1 h après le lever du soleil tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre.

Les défaillances du plan de bridage sont notifiées dans un registre de défaillance et de maintenance.

Ce registre liste l'ensemble des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, la date de réparation, la date de remise en route de l'aérogénérateur.

Article 11.1.1.4. Modalités de contrôle de la mise en œuvre du plan de bridage chiroptère

Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA).

Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor. L'exploitant présente les données sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs.

Les données brutes et les données traitées sont conservées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans.

Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection des installations classées sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.

Article 11.1.2. Mesures préventives pour l'avifaune

Article 11.1.2.1. Réduction des facteurs d'attractivité pour l'avifaune

Pendant l'exploitation de l'installation, tous les facteurs connus susceptibles d'attirer l'avifaune sur le site et vers l'aérogénérateur sont limités au maximum, à la fois comme zones de chasse ou comme opportunités d'ascendances thermiques pour les rapaces.

L'ensemble des habitats ponctuels ou linéaires (gîtes, mares, haies) favorables aux espèces est supprimé de la plateforme de l'aérogénérateur en prenant les précautions prévues pour les phases travaux.

L'exploitant entretient la surface de préférence de gravillon de couleur claire des chemins d'accès et de la plateforme et assure l'entretien mécanique régulier des pelouses ou bandes enherbées (au moins une fois par an et sans utilisation de pesticides).

Article 11.1.2.2. Mesures de prévention spécifiques à certaines catégories d'oiseaux

a. Oiseaux migrateurs

Concernant les Grues cendrées, une surveillance est mise en place afin de permettre un suivi annuel comportemental de l'impact du présent aérogénérateur venant en extension du parc éolien de Courcôme, sur l'abondance des effectifs, la répartition spatiale et le comportement des Grues notamment lors des passages migratoires. Un écologue est missionné, en relation avec le réseau Grues cendrées, pour surveiller le parc en période de migration.

L'éolienne est dotée d'un visibilimètre afin de détecter des situations à risque (brouillard).

Un bridage est mis en place, dès lors qu'une situation à risque est identifiée par l'écologue. Les modalités précises (date des arrêts, durée,...) du bridage sont définies par l'écologue.

Un compte rendu de cette veille ornithologique est transmis annuellement à l'inspection des installations classées au 31 janvier de l'année suivante.

b. Rapaces

Les dispositions qui suivent s'appliquent :

- lors des fauches ou moissons réalisées entre le 1^{er} mai et le 30 novembre ;
- lors des labours réalisés en janvier, février ou mars ;

de jour (de 30 minutes avant le lever du soleil jusqu'à 30 minutes après son coucher). Ces dispositions visent à la protection d'oiseaux attirés par ces activités agricoles, notamment les rapaces, en périodes de reproduction, de chasse ou d'envol des jeunes.

Elles s'appliquent sous réserve de pratiques agricoles conformes aux règles de l'art ; l'exploitant n'est pas tenu de les mettre en œuvre en cas de pratiques agricoles contraires aux règles de l'art.

L'exploitant prend les dispositions visant à ce que l'éolienne, dont le mât est situé à moins de 200 m d'opérations agricoles attractives pour la faune volante (telles que fauche, labour, moisson), soit arrêtée quand ces opérations agricoles sont réalisées :

- du jour J à J+3, lors de fauche ou moisson ;
- du jour J à J+1, lors de labour.

Sur un plan pratique, ces dispositions peuvent, par exemple, inclure une convention ou un contrat, au terme duquel l'agriculteur utilisateur de la parcelle avertit l'exploitant d'opérations agricoles à venir.

Dans le cas où le suivi environnemental recommande des modifications des mesures prescrites par le présent arrêté, l'exploitant se positionne sur chacune des mesures correctrices et justifie de leur mise en œuvre après que l'inspection des installations classées les ait approuvées.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les documents et enregistrements attestant de la mise en œuvre de ces mesures.

Article 11.1.3. Suivi environnemental

Un suivi environnemental (avifaune-chiroptères) est réalisé afin de vérifier l'efficacité de mise en œuvre des mesures prescrites dans le présent article 11.1. Afin de limiter les biais liés aux éventuelles fluctuations interannuelles des espèces, ce suivi est mis en place lors des trois premières années. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si les précédents suivis ont mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018).

Un rapport de suivi annuel environnemental est communiqué à l'inspection des installations classées au plus tard dans les 3 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée au titre de l'année concernée. Il est complété la 3^e année, par un bilan triennal.

Dans le cas où le suivi environnemental recommande des modifications ou l'ajout de mesures prescrites par le présent arrêté, l'exploitant se positionne sur chacune des mesures correctrices et justifie leur mise en œuvre ou non.

Ces études sont conduites par une personne ou un organisme qualifié. Le rapport contient en outre les écarts de ces résultats par rapport aux analyses précédentes ainsi que d'éventuelles propositions de mesures correctives, le cas échéant. Le rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant engage sous un délai maximum de 6 mois les mesures préconisées dans le rapport de suivi environnemental de mortalité et d'activité des chiroptères et de l'avifaune.

En cas de mise en œuvre d'une ou plusieurs mesures correctrices, la transmission du rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées est complété par un porter-à-connaissance.

Article 11.1.3.1. Suivi d'activité des chiroptères

Un suivi de l'activité chiroptérologique en altitude, à hauteur de nacelle, est assuré, par enregistrement automatique en continu de l'activité ultrasonore, tout au long des trois premières années d'exploitation :

- à hauteur de la nacelle de l'éolienne ;
- de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil.

Ces mesures sont couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température) dans l'objectif d'affiner les conditions de bridage.

Article 11.1.3.2. Suivi d'activité de l'avifaune

Un suivi de répartition des oiseaux nicheurs est assuré chaque année les 3 premières années, puis tous les 10 ans. Les espèces suivantes : Milan noir, Buse variable, l'OEdicnème criard – sont suivies spécifiquement durant les 3 ans qui suivent la mise en service de l'installation, puis tous les 10 ans, avec 5 passages annuels réalisés entre février et août inclus pour vérifier la reproduction des couples présents.

Article 11.1.3.3. Suivis de mortalité

Le suivi est réalisé durant les 3 ans qui suivent la mise en service de l'installation, puis une fois tous les 10 ans. Les méthodes mises en œuvre pour le suivi de la mortalité, notamment la périodicité, seront adaptées à partir du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres, reconnu par le ministère en charge de l'écologie et le cas échéant seront renforcées.

Ce suivi aura lieu sur l'ensemble de l'année pour évaluer correctement les impacts de l'extension du parc éolien existant par l'ajout de l'aérogénérateur objet de la présente autorisation.

Le suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères consiste en 20 prospections réparties entre la mi-mai à fin octobre, avec 2 passages par semaine. Les relevés de terrain au sol seront effectués par un écologue possédant les qualifications et autorisations nécessaires.

Le nombre de passages peut être réévalué après réalisation de tests de persistance de cadavres tels que prévu par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres national en vigueur.

En fonction des résultats et des espèces découvertes, l'arrêt de l'aérogénérateur pourrait intervenir en périodes migratoires dont les dates seraient alors définies.

À tout moment, en cas de constat d'impacts environnementaux significatifs, l'exploitant met en œuvre un plan de bridage plus contraignant sans attendre la validation de l'inspection des installations classées.

Chaque espèce de chauves-souris ou d'oiseaux, peut être classée dans l'une des neuf catégories d'une liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), nationale ou régionale. Les espèces menacées sont classées dans l'une des 3 catégories suivantes : en danger critique (C-R), en danger (EN), vulnérables (VU). La mortalité d'un spécimen d'une espèce menacée ou la mortalité massive d'individus d'une espèce protégée est considérée comme un accident, au sens de l'article R. 512-69 du code de l'environnement. L'exploitant doit alors réaliser les informations, analyses, actions (préventives, correctives, réparatrices, surveillance) et engagements correspondants.

Il n'existe pas de seuil pour caractériser une mortalité « massive ». Elle doit notamment s'apprécier au cas par cas. La récurrence de la découverte de cadavres sur plusieurs jours ou la découverte de plusieurs cadavres trouvés en une fois peut être prise en compte.

Article 11.1.4. Ajustements des mesures de prévention de collisions

Article 11.1.4.1. Chiroptères

Après 3 années d'exploitation, après analyse notamment des données d'enregistrement en continu à hauteur de nacelle et des suivis de mortalité prévus par le présent arrêté, l'exploitant pourra, le cas échéant, faire évoluer le plan de bridage prévu à l'article 11.1.1.2.

Dans ce cas, les nouveaux paramètres de bridage devront être transmis au préfet avec leur justification selon les modalités fixées à l'article R. 181-46 du code de l'environnement pour les modifications non substantielles. Ils pourront être mis en œuvre sur accord de l'inspection des installations classées.

Article 11.1.4.2. Avifaune

L'exploitant prend en considération le résultat des suivis de la mortalité de sa machine et du parc éolien de Courcôme dont elle constitue l'extension. À l'issue d'une période d'exploitation de trois années pleines, et en cas d'atteinte caractérisée aux diverses espèces d'avifaune protégées, l'exploitant prévoit la mise en place d'un système de nature à permettre une régulation ou un arrêt machine visant à réduire les risques de collision pour ces espèces.

À l'issue d'une période de surveillance de l'impact sur l'avifaune lors des opérations agricoles attractives pour les oiseaux, après trois années pleines d'exploitation, laquelle aura été menée par un organisme qualifié, l'exploitant a la possibilité, au plus tôt deux mois après transmission à l'inspection des installations classées du rapport de l'organisme qualifié, d'apporter un aménagement aux conditions prévues au b de l'article 11.1.2.2, sous réserve que la surveillance et l'analyse associée montrent que cette modification n'aura pas d'incidence sur la mortalité des oiseaux attirés par les opérations agricoles.

S'il entend mettre en œuvre l'aménagement évoqué à l'alinéa précédent, l'exploitant devra, au plus tard six mois avant la mise en œuvre du programme de surveillance précité, transmettre à l'inspection des installations classées le cahier des charges dudit programme. Il devra notamment inclure un suivi sur les trois ans de l'activité de l'avifaune lorsque des terrains à moins de 200 m d'un aérogénérateur font l'objet d'opérations agricoles telles que moisson, fauche ou labour, avec surveillance en continu de l'activité et du comportement des oiseaux (dont leur exposition au risque de collision), pendant la durée des travaux agricoles, puis, les trois jours suivants, pendant six heures après le lever du soleil.

Article 11.1.5. Transmission des informations

Conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées dans l'outil de télé-service Depobio de « dépôt légal de données de biodiversité » créé en application de l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 susvisé.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées.

Les résultats de ces suivis peuvent être rendus publics par l'inspection des installations classées pour permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres parcs éoliens.

Article 11.2. Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux pour les habitats et les zones humides

Article 11.2.1. Protection des habitats

L'exploitant réalise l'accès et la circulation des convois nécessaires à la construction, à l'entretien, au démantèlement de son installation (et, ultérieurement, à la remise en état des terrains), de telle sorte que le linéaire de haies coupées soit conforme à son dossier de demande d'autorisation.

Une distance latérale de un mètre est respectée entre les haies non arrachées et les travaux en sous-sol longeant ces haies, afin de préserver les racines. Si, dans des cas justifiés (impératifs techniques), cette distance ne peut être respectée, les travaux peuvent être réalisés après information de l'inspection.

Dans le cas de destruction de haies lors de la phase du chantier de construction de l'aérogénérateur, l'exploitant procédera à de nouvelles plantations de haies buissonnantes et arbustives proportionnellement aux linéaires détruits, à distance minimale de 250 m de toute éolienne.

L'exploitant doit prendre en compte le potentiel allergisant des espèces végétales choisies pour cet aménagement et privilégier des espèces locales à faible potentiel allergisant, la plantation de frênes étant proscrite. Ces plantations interviennent préalablement à l'arrachage des haies existantes, à un rythme au moins égal à celui de l'arrachage.

L'exploitant doit s'assurer du bon entretien des haies replantées, de manière à assurer leur bon état biologique et écologique, notamment en évitant les méfaits du stress hydrique. Il doit s'assurer chaque année pendant 3 ans puis tous les 7 ans, de ce bon état. Ce suivi doit être réalisé par une personne ou un organisme qualifié et donner lieu à un rapport intégrant un bilan de l'état biologique et écologique des haies replantées et des photographies en période végétative. Ce rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 11.2.2. Compensation des impacts aux zones humides

Aucune zone humide n'est recensée selon l'exploitant sur la zone d'implantation potentiel de l'aérogénérateur.

En cas de découverte de zone humide, dont la surface est inférieure au seuil prévu par la nomenclature IOTA pour le dépôt d'une déclaration loi sur l'eau, lors des travaux dans le périmètre impacté par le projet, tant au niveau des abords que sur la zone d'implantation de l'aérogénérateur, l'exploitant fait procéder à l'arrêt du chantier, en avise l'inspection et indique les dispositions envisagées pour remédier à la situation sur la zone humide affectée.

Il indique le cas échéant les mesures de compensation aux zones humides affectées, celles-ci devant rester en vigueur au moins jusqu'à l'arrêt des impacts sur les zones humides concernées.

Article 11.3. Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux pour le paysage et le patrimoine

Article 11.3.1. Intégration paysagère

Les clôtures sont proscrites. Le nombre d'accès à créer et les travaux associés sont limités.

L'ensemble du réseau électrique lié à l'installation est enterré et suivra un parcours le moins générateur d'impact sur l'environnement.

Le poste de livraison sera recouvert d'un bardage en bois choisi pour faciliter son insertion dans le paysage et s'accorder avec les boisements proches. Le toit et les portes seront peints d'une teinte assez neutre gris-vert qui s'accordera avec le bois du bardage.

Les lames du bardage seront verticales et à claire voie afin d'éviter l'installation de colonies de chiroptères attirées par le confinement.

Le poste de transformation électrique de l'aérogénérateur est situé à l'intérieur de la nacelle.

Autant que possible, les chemins d'accès à l'aérogénérateur ne sont pas bitumés et sont régulièrement entretenus par l'exploitant (sans recours à des pesticides).

Article 11.3.2. Compensation de l'impact visuel sur les lieux de vie

Afin de réduire la perception visuelle de l'installation depuis les habitations, dans les 12 mois suivants la mise en service de celle-ci, il est prévu la plantation de haies vis-à-vis des habitants des hameaux voisins situés à moins de 1 500 m du projet et dont les façades sont exposées à des vues partielles sur l'aérogénérateur.

Deux ans après la mise en service, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une synthèse des travaux de plantation effectués. Il y signale et justifie également les éventuelles demandes de propriétaires non prises en compte.

L'exploitant prend en charge les plantations pendant la durée d'exploitation de l'installation. Il réalise un bilan de ces plantations tous les 5 ans, en évaluant notamment l'efficacité de la mesure. Au besoin, il réalise de nouvelles plantations pour remplacer celles qui n'auraient pas résisté.

Article 12 - Mesures liées aux accès et aux travaux de construction et de démantèlement

Article 12.1. Mesures de préparation et encadrement du chantier

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet ;
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle ;
- le plan de circulation des engins ;
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire ;
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne.

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

Article 12.2. Prévention du risque de dissémination de l'ambroisie

L'exploitant doit prévoir des mesures visant à éviter l'implantation de l'ambroisie lors du chantier et à éradiquer les plants existants. Il effectue une surveillance de l'apparition de la plante, apporte des terres non contaminées et met en place des mesures de lutte telles que l'arrachage avant la montée en graine.

Article 12.3. Accès et identification de l'aérogénérateur

Sous réserve de l'accord des gestionnaires de réseau, l'accès à l'aérogénérateur est signalé de façon pérenne depuis les routes départementales. L'éolienne est accessible aux véhicules d'incendie et de secours par un chemin praticable.

Les routes et chemins carrossables déjà existants sont utilisés afin de limiter la création de nouveaux accès de circulation.

L'éolienne est signalée par l'attribution d'un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

À l'entrée de la plateforme, l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage, nom de l'exploitant, nom du site, numéro de l'éolienne ou du poste de livraison, numéro d'appel d'urgence de l'exploitant) est clairement affichée. Les indications figurant sur cet affichage sont mises à jour en cas de modifications.

Le plan d'implantation est tenu à disposition des services de secours.

Article 12.4. Périodes d'intervention

Un mois avant le début des travaux, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un planning prévisionnel du chantier, cohérent avec les enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact.

Afin de respecter la principale période de reproduction et de nidification de l'avifaune et de la faune, le démarrage de tous les travaux préliminaires liés à la construction et au démantèlement de l'éolienne (terrassament, excavation de terres sur site liés au décapage afin de permettre l'installation du futur aérogénérateur, démantèlement des fondations pour la phase de démantèlement de l'éolienne) sont interdits en phase de reproduction, soit du 15 mars au 31 juillet. Néanmoins, les travaux à l'intérieur d'une éolienne déjà construite ne sont pas interdits pendant cette période.

Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage de l'éolienne, excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.

Les travaux (hormis le coulage des fondations) sont réalisés uniquement en période diurne, hormis ceux mis en œuvre lors des mois de décembre, janvier et février, au cours desquels un éclairage du chantier de nuit est autorisé, sauf si la zone de chantier est localisée à moins de 5 km d'un gîte d'hivernation de chiroptères et que les installations sont susceptibles d'avoir un impact sur la mortalité chiroptérologique.

Dans le cadre du suivi de chantier, tant pour la construction que pour le démantèlement, des visites du site par un ingénieur-écologue auront lieu :

- avant le début des travaux afin de vérifier le maintien des enjeux en dehors des zones de chantier et de sensibiliser le personnel de chantier ;
- en cours de chantier afin d'évaluer l'impact réel des travaux et éventuellement de proposer des mesures afin de limiter les effets du chantier ;
- lors de la clôture de chantier afin de vérifier le respect des préconisations de l'étude d'impact en phase chantier et de la mise en place des préconisations en phase d'exploitation.

Les habitats sensibles sont identifiés, délimités et protégés.

Si, dans des cas justifiés (intempéries, par exemple), ce planning ne peut pas être respecté, les dates de travaux peuvent être ajustées, après avis d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées. Cet ajustement est subordonné au respect de prescriptions, notamment en termes de suivi de chantier, adaptées aux enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact et à l'avis de l'écologue.

Il convient également de respecter les dispositions du présent article lors d'un éventuel chantier de réparation ou remplacement d'un composant d'éolienne (remplacement d'une pale, par exemple).

Article 12.5. Périmètre du chantier

Le périmètre des travaux lors des phases de construction et de démantèlement de l'installation comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage de l'aérogénérateur, les zones de stockage de terres excavées, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour de l'aérogénérateur ainsi que le réseau électrique câblé enterré, reliant l'aérogénérateur au poste de livraison.

Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.

Article 12.6. Phases des chantiers de construction et de démantèlement

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire l'impact du chantier sur l'environnement et met notamment en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation, voire d'accompagnement, appropriées prévues pour les phases chantiers indiquées dans l'étude d'impact.

Un écologue compétent accompagne l'exploitant dans la mise en œuvre de ces mesures.

Article 12.6.1. Informations à communiquer avant le démarrage du chantier

L'exploitant fait connaître au préfet, à l'inspection des installations classées, au service d'incendie et de secours du département, à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud (Salon de Provence – 13) ainsi qu'à la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest (Mérignac – 33) :

- les différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnelle de l'aérogénérateur (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) et celles liées à son démantèlement ;
- la position géographique exacte de l'éolienne en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que la hauteur hors tout (pales comprises).

Le guichet DGAC « Nouvelle-Aquitaine » (SNIA/Pôle de Bordeaux/UDS – Aéroport Bloc Technique – BP 60284 – 33 697 Mérignac Cedex / snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr) est informé de l'édification des éoliennes dans un délai de 3 mois avant le début des travaux pour l'inclure en temps utile dans les publications aéronautiques à caractère permanent (AIP France – rubrique : obstacles de grande hauteur).

Ce même guichet est également averti une semaine avant la période de levage pour passer un NOTAM (information aéronautique à durée limitée mais à diffusion rapide, pour les cas d'urgence).

Dans le cas d'utilisation d'engins de levage d'une hauteur supérieure à 80 mètres nécessaires à la réalisation des travaux, il est impératif de prévoir un balisage diurne et nocturne réglementaire.

Les coordonnées du chef d'exploitation doivent être fournies au guichet de la DGAC « Nouvelle-Aquitaine » dans les meilleurs délais afin de valider un protocole d'exploitation à appliquer en cas de panne de balisage.

Lorsqu'une panne de balisage, détectée par la télésurveillance, aura un caractère de gravité tel que celle-ci ne peut-être résolue dans un délai acceptable, le chef d'exploitation appelle la permanence DSAC-SO pour déposer un NOTAM signalant la panne du balisage.

Article 12.6.2. Préparation du chantier et balisage des stations à protéger

Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :

- les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées ;
- les milieux humides et aquatiques non détruits sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ;
- les ornières et flaques d'eau ne présentant pas d'enjeux biodiversité sont comblées. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens, et dans ce cas un balisage approprié est réalisé ;
- les dispositions sont prises pour empêcher le public d'accéder au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ;
- des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers.

Article 12.6.3. Circulation d'engins

Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

Article 12.6.4. Gestion des déblais/remblais

Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus dans leur état initial, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple, mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles). Dans la mesure du possible, les câbles électriques sont enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées.

Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations de l'éolienne, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. La couche humifère est conservée séparément en andains non compactés (stockée en tas de moins de 4 mètres de hauteur) pour la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre non réutilisés sont évacués vers une installation de stockage dûment autorisée.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 12.6.7 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Article 12.6.5. Création des fondations des aérogénérateurs

Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol, définir le type de fondation adaptée pour l'implantation de l'aérogénérateur, et confirmer l'absence de cavité dont le comblement serait nécessaire à son édification et de nature à créer un impact sur le bon écoulement des eaux souterraines. Cette étude et ses conclusions sont transmises à l'inspection des installations classées préalablement à la construction.

Article 12.6.6. Mesures spécifiques liées à la protection de la ressource en eau

Tout prélèvement d'eaux de surface ou souterraine et tout rejet dans le milieu naturel de produits dangereux pour l'environnement ou susceptible de dégrader l'environnement sont interdits, que ce soit en phase de travaux ou d'exploitation.

L'exploitant s'assure que le personnel intervenant sur le chantier de construction/déconstruction et lors des maintenances de l'installation est sensibilisé à la vulnérabilité de la ressource en eau. Ce personnel est formé sur les conduites à tenir en cas de déversement accidentel de produits susceptibles de dégrader la qualité de la ressource. Cette disposition fait l'objet de consignes écrites formalisées dans le plan de prévention, incluant la liste des autorités à prévenir en cas d'incident/accident.

Des mesures spécifiques sont prises pour préserver la ressource en eau. Ces mesures comprennent à minima les dispositions suivantes :

- l'installation des baraquements de chantier, de leurs assainissements et des zones d'entretiens des véhicules sont situées hors de tout périmètre de protection immédiate (PPI) de captage d'eau potable ;
- des mesures de protection particulières des ressources en eau sont mises en place en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié à l'installation ;
- les aires de stationnement des véhicules, ainsi que les stockages de carburants, produits et déchets sont limitées à une aire étanche positionnée en dehors des zones où les nappes

d'eau souterraine sont vulnérables. Tout stockage de produits polluants pour l'environnement est interdit en dehors de l'aire sus-visées ;

- des rétentions sont associées à chaque stockage de produits dangereux pour l'environnement. Les rétentions sont dimensionnées pour contenir la totalité du volume de produits stockés. Tout stockage de ces produits en dehors des rétentions est interdit. La zone de stockage est inaccessible en dehors des heures de chantier ;
- l'entretien des engins de chantier est interdit sur le site, sauf en cas de force majeure et sous réserve de la mise en place préalable d'une aire étanche. Le maître d'œuvre devra vérifier toute fuite éventuelle auprès de chaque engin de chantier ;
- le ravitaillement des engins devra se faire au minimum au-dessus de l'aire susmentionnée ou au-dessus d'une aire étanche éventuellement mise en place ;
- les déchets dangereux pour l'environnement, produits dans le cadre du chantier de construction et de déconstruction, sont stockés dans des conteneurs adaptés au contenu et étanches. Ces déchets sont régulièrement collectés et éliminés par une société spécialisée ;
- l'exploitant prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les dispositifs d'ancrage du mât de l'aérogénérateur entraînent une mise en liaison entre les eaux surfaciques et les eaux souterraines ou une perturbation des écoulements des eaux en profondeur risquant de porter atteinte à la qualité des eaux des nappes souterraines ;
- des kits anti-pollution sont tenus à la disposition des opérateurs de chantier et des agents en charge de la maintenance afin de contenir les conséquences d'un déversement de produits dangereux en cas d'incident/accident ;
- en phase de travaux, les pistes et aires d'évolution doivent, si nécessaire, être arrosées par temps sec pour éviter tout envol de poussière ;
- le béton des fondations est coulé dans une temporalité raisonnable après les phases de préparation des fondations (excavation, coulage du béton de propreté, mise en place de la cage d'ancrage, ferrailage...), afin d'éviter l'accumulation trop importante d'eaux pluviales ;
- pour éviter d'éventuels apports de matières en suspension (MES) dans les sols et les cours d'eau par l'écoulement superficiel, le rinçage des bétonnières sera programmé dans un espace adapté et approprié à cet usage. Le volume prévu des eaux de rinçage sera maximisé afin de prévoir un dimensionnement adapté des fosses de lavage ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires et de pesticides est exclue pour l'entretien des aires de montages, plateformes permanentes et des pieds des éoliennes ;
- le chantier est doté d'une organisation adaptée permettant le tri de chaque catégorie de déchets. Cette organisation est formalisée dans une consigne écrite.

Un suivi de chantier est mis en place pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures préconisées.

Article 12.6.7. Suivi du chantier

Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Une visite de reconnaissance du site par un ingénieur écologue a lieu avant le début des travaux afin de vérifier le maintien des enjeux en dehors des zones de chantier et de sensibiliser le personnel de chantier. Les habitats sensibles sont identifiés, délimités et protégés. Un passage en cours de chantier a lieu afin d'évaluer l'impact réel des travaux et éventuellement de proposer des mesures afin de limiter les effets du chantier. Une visite de clôture de chantier est effectuée afin de vérifier le respect des préconisations de l'étude d'impact lors des travaux et de la mise en place des préconisations en phase d'exploitation.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact, ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées, en précisant les solutions appropriées qu'il projette de mettre en œuvre pour en tenir compte.

Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement.

Article 12.7. Informations à communiquer avant la mise en service industrielle

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début de la mise en service industrielle, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective de l'aérogénérateur. Cette déclaration comprend :

- la confirmation de l'aménagement conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté ;
- la position géographique exacte en coordonnées Lambert 93 et WGS 84 (degrés, minutes, secondes) de l'aérogénérateur et du poste de livraison, l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que la hauteur hors tout (pales comprises) de l'éolienne ;
- la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes éventuelles du dispositif de défense des forêts contre l'incendie (DFCI) et des moyens incendie ;
- la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;
- la copie de l'attestation de constitution des garanties financières définies à l'article 10 du présent arrêté, dont l'original est adressé au préfet.

L'exploitant informe, par courrier, les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) de la date de mise en service industrielle de l'aérogénérateur et leur transmet les éléments suivants, qu'il met à jour si nécessaire :

- un dossier synthétique des ouvrages exécutés comportant :
 - les coordonnées géographiques précises définitives des ouvrages (mât, pistes, hydrants, postes de livraison dans la projection de géoréférencement convenant au SDIS) ;
 - les caractéristiques techniques de l'aérogénérateur : caractéristiques dimensionnelles, type de matériel (fabricant, origine), nature, volume et localisation des lubrifiants employés, contraintes liées au travail à l'intérieur de ces installations ainsi que tous les éléments de sécurité par rapport au personnel intervenant (point d'ancrage, hauteur de la plateforme de travail, coupures sur le secteur...) ;
- les coordonnées d'un technicien compétent ou d'un responsable d'astreinte susceptible de prendre immédiatement contact avec les secours en cas d'intervention du SDIS sur ces structures (à mettre à jour régulièrement en cas de modification des données). Cette personne doit pouvoir être contactable 24 h/24 et 7 j/7 afin de communiquer notamment les premières consignes en cas d'intervention du SDIS sur site. Ces informations devront faire l'objet d'une mise à jour régulière auprès des services du SDIS.

Article 13 - Gestion des déchets

Sans préjudice du respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, l'exploitation est dotée d'une organisation adaptée permettant le tri de chaque catégorie de déchets. Cette organisation est formalisée dans une consigne écrite.

Les récipients contenant une substance ou un mélange dangereux sont rangés dans des locaux adaptés en veillant à la compatibilité des substances ou mélanges. Les bidons vides sont stockés et évacués en tant que déchets dans une structure adaptée.

Des kits antipollution sont présents sur place pendant toute la durée des travaux.

Conformément à la réglementation sur les déchets, les bordereaux de suivi des déchets et le registre des déchets sortants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si leurs caractéristiques mécaniques le permettent, les matériaux excavés sont réutilisés, remis en place et compactés en couche pour assurer une meilleure stabilité du terrain. Les terres végétales

sont conservées. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère est conservée séparément en andains non compactés (stockée en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour la remise en état du chantier.

Article 14 - Mesures liées au bruit

Article 14.1. Maîtrise de l'impact sonore

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la commodité ou la santé du voisinage.

L'exploitant doit maintenir l'impact sonore de son installation dans la plage réglementaire. Il doit aussi disposer de la carte, à jour, localisant les zones à émergence réglementée (ZER telles que définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé) présentes à moins de 1 km de son installation.

La carte mentionnant les points de mesure au niveau des ZER définies dans l'étude d'impact qui englobe l'éolienne objet du présent arrêté et celles du parc éolien de Courcôme, dont elle constitue une extension sont en annexe 3.

Les mesures de bridage de l'aérogénérateur destinées à garantir le respect des niveaux de bruit et d'émergences admissibles imposés par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, telles que définies dans l'étude d'impact acoustique, sont mises en œuvre dès la mise en service industrielle de l'installation. Elles sont réajustées le cas échéant, après accord de l'inspection des installations classées lorsqu'il s'agit d'alléger le bridage, au regard :

- de l'évolution technologique ;
- des mesures de la situation acoustique du parc éolien incluant l'éolienne.

La mise en place effective du plan de fonctionnement, complété du plan de bridage destiné à garantir la conformité du parc dans l'ensemble des zones à émergence réglementées, doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les pièces justificatives du bridage acoustique. Il s'agit notamment de :

- l'algorithme de programmation de l'automate chargé de mettre en œuvre le bridage acoustique. À défaut de présentation de l'algorithme précité, l'exploitant doit être en mesure de présenter une attestation du constructeur de l'éolienne, sur laquelle figure l'ensemble des paramètres et critères de bridage ;
- la liste des capteurs utilisés pour apprécier si un critère de déclenchement est atteint ;
- l'enregistrement chronologique des valeurs des paramètres qui font l'objet d'un critère de déclenchement, pendant 3 ans après leur mesure ;
- l'enregistrement chronologique des modes de fonctionnement des éoliennes, pendant 1 an.

Le délai de réactivité du bridage (notamment, les durées sur lesquelles les valeurs des paramètres critères sont mesurées) ne doit pas être supérieur à 10 minutes.

Article 14.2. Surveillance des niveaux sonores

L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé. Cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Ce contrôle est réalisé indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations peut demander.

Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.

L'éolienne objet de la présente autorisation, dénommée « Centrale éolienne Les Croilières » constituant une extension du parc éolien de Courcôme, les mesures de conformité acoustique sont réalisées en cohérence avec les dispositions prévues pour le parc éolien de Courcôme, sur le périmètre

concerné, de façon à représenter l'impact global et justifier de la conformité des installations, conformément aux dispositions retenues dans l'étude d'impact. Les mesures sont réalisées au niveau des points de mesure du dossier.

Sans préjudice du respect de l'alinéa précédent, les contrôles et rapports de contrôle doivent aussi répondre aux dispositions suivantes :

- couvrir les conditions météorologiques représentatives, avec des couples « Vitesse de vent – Direction de vent » correspondant au moins aux conditions observées 75 % du temps ;
- justifier que les zones à émergences réglementées les plus exposées ont été étudiées ;
- inclure les enregistrements des conditions de vents, le cas échéant sous forme de données moyennées ;
- inclure les conditions de bridage de l'éolienne effectives pendant les mesures ;
- ne pas masquer les émergences mesurées, même lorsque le niveau de pression acoustique du bruit ambiant mesuré ne dépasse pas 35 dB(A) ;
- comparer les résultats aux valeurs limites acoustiques réglementaires ;
- fournir tout commentaire nécessaire à la compréhension de l'activité de l'aérogénérateur et du contexte, ou nécessaire à l'interprétation des résultats ;
- indiquer et justifier la conformité des conditions de mesurage, par rapport au protocole reconnu et par rapport aux dispositions ci-dessus.

Les emplacements des mesures sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans l'étude acoustique (8 points) figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, tel qu'indiqué en page 45/377 de l'étude d'impact (voir annexe 3).

Si l'un ou plusieurs de ces points de mesure ne pouvaient être identiques à ceux retenus dans l'étude acoustique susmentionnée, ils seront remplacés par des points situés au droit de l'une des habitations adjacentes, sous réserve de justifier d'un environnement de mesure analogue.

En cas de dépassement des seuils réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois un nouveau plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles. Il s'assure de son efficacité par un nouveau contrôle dans un délai de 6 mois après la mise en œuvre de ce nouveau plan de fonctionnement.

Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant de leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La mise en place effective de ce nouveau plan de fonctionnement doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Article 15 - Dispositions pour limiter les nuisances sonores

L'éolienne du parc autorisé est équipée de « dentelures » (serrations) ou tout dispositif équivalent sur l'ensemble de ses pales. Ces dispositifs permettent de réduire le bruit d'ordre aérodynamique.

L'exploitant s'assure que ces dispositifs demeurent intègres tout au long de la vie de l'éolienne en exploitation et remédie le cas échéant aux défauts constatés.

Article 16 - Prévention des risques

En complément des mesures de sécurité fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, l'exploitant met en œuvre les prescriptions suivantes.

L'aérogénérateur est équipé a minima de 3 extincteurs, en bon état et adaptés au risque d'incendie à combattre. Ils sont répartis et situés :

- dans le pied de la tour à côté de la porte d'accès ;
- sur la première plate-forme à côté de l'échelle ;
- dans la nacelle au niveau de la colonne de la grue.

Ces extincteurs font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme compétent.

Le poste de livraison est également doté d'extincteurs adaptés au risque et contrôlés annuellement par un organisme compétent.

L'exploitant procède au débroussaillage de tous végétaux sur la plateforme, chemins et abords immédiats.

Article 17 - Mesures liées au balisage des aérogénérateurs

Le balisage de l'aérogénérateur respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 susvisé, et en particulier les dispositions suivantes :

- le feu à éclats de même fréquence implanté sur l'éolienne est synchronisé avec ceux des éoliennes du parc éolien de Courcôme, l'éolienne objet du présent arrêté constituant une extension de celui-ci ;
- les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps universel coordonné avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms.

Parmi les options d'éclairage de sécurité aéronautiques nocturne réglementaires admises par l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 susvisé, l'exploitant met en œuvre celles qui amènent le moins d'impact, pour la biodiversité et les riverains présents alentour en situation d'observateur depuis le sol, avec notamment :

1. intensité nocturne différenciée selon la direction (intensité abaissable jusqu'à 32 Cd, sous l'horizon de la nacelle, tel qu'admis par l'arrêté ministériel modificatif du 29 mars 2022),
2. synchronisation des feux de l'éolienne constituant une extension du parc éolien de Courcôme avec les éoliennes de celui-ci.

L'exploitant réalise les essais et maintenances nécessaires pour justifier du bon fonctionnement dans le temps des feux.

Article 18 - Géoréférencement des mesures de compensation

Les mesures compensatoires à visée environnementale retenues par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation susvisée, complétées des mesures de même nature prescrites par le présent arrêté, sont géo-référencées dans le système national d'information géographique accessible au public appelé « GéoMCE », conformément aux dispositions de l'article L. 163-5 du code de l'environnement.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de cet outil.

Article 19 - Prescriptions relatives à l'archéologie

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai conformément à l'article L. 531-14 du code du patrimoine.

Article 20 - Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto-surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle pour vérifier que la situation ne persiste pas. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 21 - Incidents ou accidents

Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgences prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 22 - Cessation d'activité

Sans préjudice du respect des mesures fixées aux articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement et des mesures de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, l'usage visé pour les terrains libérés, en cas de cessation d'activité, est le retour à l'usage agricole.

Avant la cessation définitive de l'exploitation, si le propriétaire d'un terrain souhaite un autre usage futur pour son terrain (exemple : conserver une plate-forme), l'exploitant de l'installation a la possibilité de réaliser le porté à connaissance de modification prévu à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Article 23 - Démantèlement de l'installation et remise en état

Avant les travaux de démantèlement, l'exploitant procède à la transmission des informations prévues à l'article 12.6.1 du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées la date de démarrage du chantier de démantèlement de l'installation au moins un mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Ainsi que le prévoit l'article R. 515-108 du code de l'environnement, lorsque les travaux sont réalisés, l'exploitant informe le préfet et lui transmet l'attestation établie par l'entreprise mentionnée au 5° de l'article R. 515-106 de ce même code.

Titre II - Dispositions finales

Article 24 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour d'appel administrative de Bordeaux :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 25 - Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Courcôme et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Courcôme pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 26 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Charente, sous-préfet de l'arrondissement de Confolens par intérim, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine, le directeur départemental des territoires et le maire de Courcôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la société Centrale Éolienne des Croilières.

Angoulême, le 21 MARS 2025

P/Le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,


Jean-Charles JOBART

Nouvelle éolienne-extension



Annexe 2 – Mesures de maîtrise des impacts prévues au dossier I-En phase construction 1/2 (page 311/377 de l'étude d'impact)

| Mesures d'évitement, de réduction, de compensation ou d'accompagnement programmées pour la phase construction | | | | | | |
|---|--|-------------|------------------------|-------------------|---|---|
| Numéro | Effet identifié | Impact brut | Type | Impact résiduel | Description | Coût HT |
| Phase de construction | | | | | | |
| Mesure C1 | Effets sur l'environnement liés aux opérations de chantier | Modéré | Réduction | Faible | Management environnemental du chantier par le maître d'ouvrage | 20 journées de travail, soit 10 000 € |
| Mesure C2 | Effets sur l'environnement liés aux opérations de chantier | Modéré | Suivi | Faible | Suivi et contrôle du management environnemental du chantier par un responsable indépendant | 6 journées de travail, soit 3 000 € |
| Mesure C3 | Compactage des sols et création d'ornières | Modéré | Réduction | Très faible | Orienter la circulation des engins de chantier sur la piste prévue à cet effet | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C4 | Modification des sols et de la topographie | Modéré | Réduction | Très faible | Réutilisation de la terre végétale excavée lors de la phase de travaux | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C5 | Pollution des sols et des eaux | Modéré | Evitement | Nul | Programmer les rings des bétonnières dans un espace adapté | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C6 | Pollution des sols et des eaux | Modéré | Evitement | Nul | Conditions d'entretien et de ravitaillement des engins et de stockage de carburant | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C7 | Pollution des sols et des eaux | Modéré | Evitement | Faible | Isoler les fondations de l'éolienne avec une géomembrane | 2 000 € |
| Mesure C8 | Dégradation du milieu physique en cas d'apparition de risques naturels | Faible | Evitement | Très faible | Réalisation d'une étude géotechnique spécifique | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C9 | Modification des écoulements | Modéré | Réduction | Faible | Drainer l'écoulement des eaux sous la voie d'accès | 50 € du m ² soit environ 3 750 € |
| Mesure C10 | Pollution du sol et des eaux | Modéré | Evitement | Nul | Gestion des équipements sanitaires | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C11 | Pollution du sol et des eaux | Modéré | Réduction | Faible | Préservation de la qualité des eaux souterraines | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C12 | Dégradation des réseaux existants | Modéré | Evitement | Nul | Déclaration des travaux aux gestionnaires de réseaux | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C13 | Détérioration des voiries | Faible | Compensation | Nul à très faible | Réaliser la réfection des chaussées des routes départementales et des voies communales après les travaux de construction du parc éolien | 50 à 70 € / m ² |
| Mesure C14 | Ralentissement de la circulation | Faible | Réduction | Nul à très faible | Adapter la circulation des convois exceptionnels pendant les horaires à trafic faible | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C15 | Dégradation de vestiges archéologiques | Faible | Réduction | Très faible | Déclarer toute découverte archéologique fortuite | - |
| Mesure C16 | Production de déchets | Modéré | Réduction | Faible | Plan de gestion des déchets de chantier | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C17 | Nuisance de voisinage (bruit, qualité de l'air, trafic) | Modéré | Réduction | Faible | Adapter le chantier à la vie locale | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C18 | Risques d'accident du travail | Faible | Evitement et réduction | Très faible | Mesures préventives liées à l'hygiène et à la sécurité | Intégré aux coûts conventionnels |
| Mesure C19 | Risques d'accident de tiers | Faible | Réduction | Très faible | Signalisation de la zone de chantier et affichage d'informations | Intégré aux coûts conventionnels |

II-En phase construction 2/2 (page 312/377 de l'étude d'impact)

| Mesures d'évitement, de réduction, de compensation ou d'accompagnement programmées pour la phase construction | | | | | | | | |
|---|---|-------------|------------------------|-------------------|---|----------------------------------|----------------------------|---|
| Numéro | Effet identifié | Impact brut | Type | Impact résiduel | Description | Coût HT | Planning | Responsable |
| Mesure C20 | Dissémination d'une espèce allergène | Moderé | Evitement et réduction | Faible | Contrôler la dissémination du pollen d'Ambroisie | Intégré aux coûts conventionnels | Durée du chantier | Maitre d'ouvrage Responsable SME du chantier |
| Mesure C21 | Destruction/perturbation de la faune terrestre et aquatique | Faible | Réduction | Nul à très faible | Adaptation des périodes de travaux de construction et de démantèlement du parc éolien en fonction du calendrier des espèces (Mesure REDUC n°1) | Intégré aux coûts conventionnels | Durée du chantier | Maitre d'ouvrage Responsable SME du chantier |
| Mesure C22 | Destruction/perturbation de la faune terrestre | Faible | Suivi | Nul à très faible | Suivi écologique du chantier par un ingénieur écologique et coordinateur environnemental (Mesure SUIV n°1) | Environ 3000 - 3500 € HT | Durée du chantier | Maitre d'ouvrage - écologue indépendant |
| Mesure C23 | Destruction/perturbation des oiseaux | Moderé | Suivi | Faible à modéré | Suivi environnemental pré-implantation de la / des parcelles par l'avifaune induisant arrêt de l'éolienne pendant les travaux agricoles (Mesure SUIV n°5) | Environ 5 350 € par parcelle | Avant le début des travaux | Maitre d'ouvrage - écologue indépendant |

Tableau 107 : Mesures prises pour la phase de construction du parc éolien

III-En phase exploitation (page 313/377 de l'étude d'impact)

| Mesures de réduction, de compensation ou d'accompagnement programmées pour la phase d'exploitation | | | | | | | | |
|--|--|-------------|------------------------|----------------------|---|--|--|---|
| Numéro | Effet identifié | Impact brut | Type | Impact résiduel | Description | Coût HT | Planning | Responsable |
| Phase d'exploitation | | | | | | | | |
| Mesure E1 | Pollution du sol et des eaux | Faible | Évitement ou réduction | Très faible | Mise en place de rétentions | Intégré dans les coûts d'exploitation | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E2 | Risque d'incendie | Faible | Évitement ou réduction | Nul à très faible | Mise en œuvre des mesures de sécurité incendie | Intégré dans les coûts d'exploitation | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage - SNS |
| Mesure E3 | Consommation de surfaces agricoles | Faible | Réduction | Très faible | Restituer à l'activité agricole des surfaces de chanvier | - | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E4 | Risque de dégradation ondes TV | Faible | Compensation | Nul | Rétablir rapidement la réception de la télévision en cas de brouillage | Non évaluable | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E5 | Production de déchets | Faible | Réduction | Très faible | Gestion des déchets de l'exploitation | Intégré dans les coûts d'exploitation | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E6 | Risque de dépassement d'énergies acoustiques | Moderé | Réduction | Faible | Brassage de l'éolienne | Perte de production | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E7 | Risque de dépassement d'énergies acoustiques | Moderé | Accompagnement | Faible | Mettre en place un suivi acoustique après l'implantation de l'éolienne | 10 000 € | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E8 | Gêne visuelle (émissions lumineuses) | Faible | Réduction | Très faible | Synchroniser les feux de balisage | Intégré dans les coûts d'exploitation | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E9 | Risque d'accident du travail | Faible | Évitement ou réduction | Très faible à faible | Mesures préventives liées à l'hygiène et à la sécurité | Intégré dans les coûts d'exploitation | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E10 | Modification visuelle et artificialisation du site par l'installation de locaux préfabriqués | Moderé | Réduction | Faible | Intégration du poste de livraison | 6 000 € | Phase de construction et pour toute la durée de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E11 | Visibilités sur l'éolienne depuis les hameaux proches | Moderé | Réduction | Faible à modéré | Implantation de haies | 3 000 € | Dans l'année suivant la construction | Maître d'ouvrage |
| Mesure E12 | Destruction/perturbation des chiroptères | Moderé | Réduction | Faible | Régulation des éclairages la nuit pendant les périodes d'activité de vol les plus à risque pour les chauves-souris (Mesure REDUC n°2) | Perte de production estimée à 2 % + 10 800 € pour l'installation des modules de brilage sur l'éolienne | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E13 | Destruction/perturbation des oiseaux | Moderé | Réduction | Faible à modéré | Arrêt et mise en drapeau des éoliennes lors des travaux agricoles (Mesure REDUC n°3) | Perte de production selon le nombre de jours d'arrêt | Durant toute l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure E14 | Destruction/perturbation des chiroptères | Moderé | Suivi | Faible | Suivi environnemental post-implantation de l'activité des chauves-souris (Mesure SUIV n°2) | Environ 16 000 € HT par an | 3 premières années de fonctionnement du parc, puis une fois tous les 10 ans | Maître d'ouvrage - écologue indépendant |
| Mesure E15 | Destruction/perturbation des oiseaux | Moderé | Suivi | Faible à modéré | Suivi environnemental post-implantation du comportement des oiseaux sur le parc éolien (Mesure SUIV n°3) | Environ 11 250 € HT par an | 3 premières années de fonctionnement du parc, puis une fois tous les 10 ans | Maître d'ouvrage - écologue indépendant |
| Mesure E16 | Destruction/perturbation des oiseaux | Moderé | Suivi | Faible à modéré | Suivi environnemental post-implantation de la migration des Grues cendrées (Mesure SUIV n°4) | Environ 11 050 € HT par an | 3 premières années de fonctionnement du parc, puis une fois tous les 10 ans | Maître d'ouvrage - écologue indépendant |
| Mesure E17 | Destruction/perturbation des oiseaux | Moderé | Suivi | Faible à modéré | Suivi environnemental post-implantation de la mortalité des chauves-souris et oiseaux (Mesure SUIV n°5) | Pour Oiseaux et Chiroptères : environ 41 300 € HT par an. | Idéalement sur les 3 premières années de fonctionnement du parc, puis une fois tous les 10 ans | Maître d'ouvrage - écologue indépendant |

Tableau 109 : Mesures prises pour la phase d'exploitation du parc éolien

IV-En phase démantèlement (page 314/377 de l'étude d'impact)

| Mesures de réduction, de compensation ou d'accompagnement programmées pour la phase de démantèlement | | | | | | | | |
|--|--|-------------|------------------------|-----------------|--|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| Numéro | Effet identifié | Impact brut | Type | Impact résiduel | Description | Coût HT | Planning | Responsable |
| Phase de démantèlement | | | | | | | | |
| Mesure D1 | Effets sur l'environnement liés aux opérations de chantier | Modéré | Réduction | Faible | Système de Management Environnemental du chantier par le maître d'ouvrage | 10 000 € | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D2 | Effets sur l'environnement liés aux opérations de chantier | Modéré | Réduction | Faible | Suivi et contrôle du management environnemental du chantier par un responsable indépendant | 3 000 € | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage - Expert indépendant |
| Mesure D3 | Compactage des sols et création d'ornières | Modéré | Réduction | Faible | Orienter la circulation des engins de chantier sur la piste prévue à cet effet | Intégré aux coûts conventionnels | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D4 | Pollution des sols et des eaux | Modéré | Evitement | Faible | Conditions d'entretien et de ravitaillement des engins et de stockage de carburant | Intégré aux coûts conventionnels | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D5 | Pollution des sols et des eaux | Modéré | Evitement | Nul | Gestion des équipements sanitaires | Intégré aux coûts conventionnels | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D6 | Détérioration des voiries | Modéré | Réduction | Nul | Réaliser la réfection des chaussées, des routes départementales et des voies communales après les travaux de construction du parc éolien | 50 à 70 €/m² | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D7 | Ralentissement de la circulation | Modéré | Réduction | Faible | Adapter la circulation des convois exceptionnels pendant les horaires à trafic faible | Intégré aux coûts conventionnels | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D8 | Dégradation des réseaux existants | Modéré | Evitement | Nul | Déclaration des travaux aux gestionnaires de réseaux | Intégré aux coûts conventionnels | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D9 | Nuisance de voisinage (bruit, qualité de l'air, trafic) | Modéré | Réduction | Faible | Adapter le chantier à la vie locale | Intégré aux coûts conventionnels | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D10 | Risques d'accident du travail | Modéré | Evitement et réduction | Faible | Mesures préventives liées à l'hygiène et à la sécurité | Intégré aux coûts conventionnels | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D11 | Dérangement de la faune | Modéré | Réduction | Faible | Choix d'une période optimale pour la réalisation des travaux | Non chiffrable | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D12 | Effets liés à l'abandon d'infrastructures industrielles | Modéré | Evitement | Nul | Remise en état du site | 84 036 € | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |
| Mesure D13 | Productions de déchets | Modéré | Réduction | Faible | Plan de gestion des déchets de démantèlement | Non chiffrable | A la fin de l'exploitation | Maître d'ouvrage |

Tableau 109 : Mesures prises pour la phase de démantèlement du parc éolien

Annexe 3 – Implantation des points de mesures acoustiques (page 45/377 de l'étude d'impact)



